

**Point de presse du porte-parole -
Ancienne république yougoslave de
Macédoine/Situation politique -
République centrafricaine -
Turquie/Situation de M. Depardon -
Libye - Mali - Venezuela**
(Paris, 18 mai 2017)

Au point de presse de ce jour, le porte-parole a fait la déclaration et répondu aux questions suivantes :

1 - Ancienne république yougoslave de Macédoine - Situation politique

La France salue la décision du président de l'Ancienne république yougoslave de Macédoine, M. Gjorge Ivanov, de confier hier à M. Zoran Zaev, chef du parti SDSM, la mission de former un gouvernement.

Cela constitue une opportunité importante pour que l'ARYM sorte de la crise politique. Nous espérons que la formation du gouvernement pourra intervenir prochainement.

La France appelle toutes les forces politiques représentées au Parlement à établir un dialogue constructif au sein des institutions afin que les futures autorités mettent rapidement en oeuvre les réformes urgentes nécessaires pour permettre une stabilisation durable du pays et des progrès sur la voie du rapprochement européen.

2 - République centrafricaine

Q - Quels efforts la France poursuit-elle en vue de la stabilisation et de la consolidation de la paix en République centrafricaine vu la récente montée de la violence ?

R - La France, en étroite concertation avec ses partenaires africains, européens et internationaux, est activement mobilisée pour la stabilisation et la consolidation de la paix en République centrafricaine.

Nous condamnons à nouveau, avec la plus grande fermeté, les attaques récentes qui ont causé la mort de six casques bleus de la MINUSCA et fait de nombreuses victimes au sein de la population civile.

Nous apportons notre plein soutien au président Faustin Archange Touadéra et aux autorités centrafricaines, en vue du rétablissement de la sécurité et de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire.

Enfin, la France prend toute sa part dans ces efforts au sein de l'opération des Nations unies (MINUSCA), à laquelle participent des militaires français, et dont elle vient de renforcer la capacité d'analyse stratégique en mettant à sa disposition des drones. Elle contribue également à l'action de la mission de l'Union européenne EUTM-RCA pour la restructuration et la formation des forces armées centrafricaines.

3 - Turquie - Situation de M. Depardon

Q - Que fait la France pour porter assistance au journaliste français Mathias Depardon, placé en détention depuis 10 jours par les autorités turques alors qu'il réalisait un reportage pour le National Geographic ?

R - Notre ambassade à Ankara est pleinement mobilisée depuis l'arrestation de notre compatriote pour obtenir sa libération. Nous sommes en contact avec son avocat et sa famille. Nous avons demandé aux autorités turques d'exercer la protection consulaire, notamment le droit de visite, prévue par les conventions internationales.

4 - Libye

Q - La France considère-t-elle, comme l'a récemment fait le chef de la diplomatie libyenne, que le maréchal Haftar est le chef de l'armée libyenne ?

R - La Libye a besoin de bâtir une armée nationale, avec la participation de toutes les forces qui luttent contre le terrorisme à travers le pays, incluant celles du général Haftar, sous l'autorité du pouvoir civil. C'est un des enjeux majeurs qui doit être discuté par les différentes parties libyennes et dans l'intérêt général du pays.

En lien avec nos partenaires européens et les pays voisins de la Libye, la France étudiera les modalités du renforcement de son action politique et de sécurité en vue du redressement des institutions libyennes et notamment d'une armée capable de défaire les terroristes.

5 - Mali

Q - Un couple accusé de concubinage a été lapidé dans la région de Kidal, pour la première fois depuis 2012 et la prise du nord du pays par les islamistes. Quelle est votre réaction ? Plus généralement, que compte faire la France face à la dégradation constante de la situation au Mali ?

R - La France condamne avec la plus grande fermeté l'acte ignoble rapporté par la presse de lapidation d'un couple, par des djihadistes, dans le Nord du Mali.

La lumière doit être faite sur ce crime et ses responsables doivent en répondre devant la justice.

La France lutte contre les groupes terroristes et pour la mise en oeuvre de l'accord de paix et de réconciliation. Elle poursuivra son soutien au Mali et aux autres pays du G5 Sahel affectés par cette menace.

6 - Venezuela

Q - La situation au Venezuela se dégrade de jour en jour. Considérez-vous qu'il s'agit d'une menace internationale et l'ONU doit-il être saisi ?

R - Pour la France, aux côtés de ses partenaires européens, la priorité immédiate est l'arrêt des violences en appuyant une médiation régionale ou internationale crédible qui ait la confiance des deux parties, gouvernement et opposition, afin d'aider à restaurer le dialogue et la stabilité./.